

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 28 mai 2026

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a revu à la baisse sa prévision de croissance du PIB du Mexique pour 2026, de 1,6 % à 1,1 %.

En février, la Banque centrale avait relevé sa projection de croissance du PIB à 1,6 %, contre 1,1 % estimé en novembre. La prévision de 1,1 % désormais rétablie est alignée avec le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi.

LE CHIFFRE A
RETENIR

1,1 %

Estimation du taux de
croissance pour 2026
par Banxico

En présentant le rapport trimestriel, la Gouverneure de Banxico, Victoria Rodríguez Ceja, a reconnu que la faiblesse de l'économie mexicaine s'était accentuée ces derniers mois. Elle a en outre averti sur la persistance de la faiblesse de l'activité dans un contexte d'incertitudes liées aux relations commerciales avec les États-Unis et à la révision de l'accord Mexique-États-Unis-Canada (T-MEC). Le conflit au Moyen-Orient devrait en outre accentuer les risques pour la croissance mondiale et la stabilité financière tandis que la Coupe du monde 2026, dont une partie se tiendra au Mexique, pourrait soutenir l'activité économique aux T2 et T3 2026.

Pour 2027, Banxico a relevé sa prévision de croissance à 2,1 %, contre 2 % anticipé en février.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les investissements directs étrangers (IDE) au Mexique ont atteint un niveau record de 23,6 Md USD au T1 2026, en hausse de 10,4 % g.a. selon les données du ministère de l'Économie. Cette progression repose principalement sur le réinvestissement des bénéfices des entreprises déjà implantées dans le pays, qui a augmenté de 33,5 % sur un an pour atteindre 22,2 Md USD, traduisant la poursuite de l'expansion des capacités de production existantes. Les nouveaux investissements ont également progressé (+7,5 % g.a.), bien qu'ils demeurent limités à 1,7 Md USD. Les flux se sont concentrés dans les secteurs de l'industrie manufacturière avancée, des services financiers, des infrastructures et des technologies, les composants électroniques, les centres de données et l'intelligence artificielle. Les États-Unis restent la première source d'IDE, représentant plus de 43 % des flux totaux, devant l'Espagne, l'Australie, le Japon et le Canada. Les autorités mexicaines interprètent ces résultats comme un signal de confiance des investisseurs dans la compétitivité du Mexique au sein des chaînes de valeur nord-américaines, dans un contexte marqué par la réorganisation des échanges régionaux et la perspective de la révision du Traité libre-échange Mexique-Etats-Unis-Canada (T-MEC). Plusieurs analystes soulignent toutefois que la dynamique actuelle reflète davantage le renforcement d'investissements existants que l'arrivée massive de nouveaux projets, et rappellent que la pleine matérialisation du potentiel de *nearshoring* dépendra d'améliorations structurelles, notamment dans les infrastructures énergétiques et logistiques.

Le Mexique a entamé du 27 au 29 mai 2026 une première série de discussions formelles avec les États-Unis dans le cadre des préparatifs de la révision du Traité de libre-échange Mexique-Etats-Unis-Canada (T-MEC). Ces échanges, qualifiés de « *complexes et difficiles* » par le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, interviennent en amont de la révision prévue en juillet de l'accord commercial nord-américain. Ils s'inscrivent dans la continuité du processus bilatéral engagé entre les deux pays à l'approche de cette échéance, dans un contexte d'incertitudes sur les modalités d'intégration régionale. Les autorités mexicaines indiquent que cette séquence de négociations vise à aborder de manière élargie les enjeux liés au fonctionnement du T-MEC, au-delà des seuls aspects tarifaires, avec un accent sur les règles d'origine, l'organisation des chaînes de valeur et la compétitivité régionale. L'objectif affiché est de renforcer l'intégration productive en Amérique du Nord dans un contexte de reconfiguration des échanges internationaux. Le calendrier des discussions reste particulièrement resserré, avec

une succession de rendez-vous bilatéraux destinés à préparer la révision formelle de l'accord prévue en juillet. Les autorités soulignent que la poursuite rapide des échanges vise également à limiter les incertitudes susceptibles d'affecter les décisions d'investissement et la visibilité des acteurs économiques dans la région.

Le solde commercial des quatre premiers mois de l'année a atteint 3,5 Md USD, contre un déficit de 314 M USD enregistré un an plus tôt, selon les données préliminaires de l'Institut National de Statistiques (INEGI). Plus de 83 % des exportations non pétrolières du Mexique ont été destinées aux États-Unis au cours des quatre premiers mois de l'année. En avril, les exportations ont bondi de près de 33 % sur un an pour atteindre 72 Md USD. L'industrie manufacturière a continué de soutenir les exportations, avec 66 Md USD (+34 % g.a.) de ventes à l'étranger en avril, portées par le dynamisme des exportations manufacturières hors secteur automobile qui ont bondi de 46 %. Les exportations minières ont progressé de 71 %. Les importations ont pour leur part augmenté de 24 % pour atteindre près de 68 Md USD en avril, soutenues par le dynamisme des importations de biens intermédiaires (54 Md USD ; +30 %). Ces produits, utilisés dans les processus de fabrication et d'assemblage, ont représenté près de 80 % du total des importations au cours des quatre premiers mois de l'année, témoignant de la forte intégration du Mexique dans les chaînes d'approvisionnement nord-américaines et mondiales. Ces solides résultats commerciaux interviennent alors que l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (T-MEC) qui a permis la forte intégration commerciale nordaméricaine est sur le point d'être révisé.

Au T1 2026, l'emploi au Mexique a progressé de 552 000 personnes par rapport au T1 2025, comptabilisant ainsi 59,6 millions de personnes actives. Cette hausse a toutefois été principalement alimentée par l'expansion du travail informel et indépendant. Selon les données de l'Institut National de Géographie et de Statistiques (INEGI), l'emploi informel a représenté la quasi-totalité des créations nettes d'emplois sur la période (+583 000 postes), tandis que l'emploi formel a reculé d'environ 32 000 postes. Le travail indépendant a concentré plus de 80 % des nouveaux emplois créés, alors que l'emploi salarié est resté quasiment stable. Dans le même temps, plusieurs indicateurs suggèrent une dégradation de la qualité de l'emploi : le taux de conditions critiques d'occupation – qui mesure les situations de sous-rémunération ou de durée excessive du travail – a atteint 38,6 %, son plus haut niveau depuis 2005. Le taux de chômage est demeuré relativement faible à 2,6 %, illustrant la capacité du marché du travail à absorber les travailleurs malgré le ralentissement économique, mais au prix d'une hausse de l'informalité. Plusieurs analystes soulignent que cette dynamique reflète davantage une adaptation défensive des ménages qu'un renforcement structurel du marché du travail. Selon eux, la persistance d'une croissance tirée par des emplois à faible productivité

pourrait peser à terme sur la consommation, les revenus et le potentiel de croissance de l'économie mexicaine.

Sectoriel

Le Mexique a attiré 9,26 Md USD d'investissements dans le secteur automobile en 2025, malgré le ralentissement de la demande mondiale et les incertitudes entourant l'avenir du T-MEC. Si les montants investis affichent une baisse de 61,4 % par rapport à 2024, le pays conserve un rôle central dans les chaînes de valeur automobiles nord-américaines, soutenu par des projets plus sélectifs et davantage orientés vers l'intégration régionale. L'année 2025 a par ailleurs confirmé une recomposition des investissements automobiles au Mexique, marquée par une montée en puissance des équipementiers et des pièces automobiles au détriment de l'assemblage. Au T4, 29 des 44 projets annoncés concernaient ce segment, dont les investissements ont progressé de 80,8 % en g.a. Cette dynamique s'est accompagnée d'un renforcement des infrastructures industrielles : les investissements dans les parcs industriels et infrastructures ont atteint 4,16 Md USD sur l'année et plus de 2 270 hectares de nouvelles zones industrielles ont été annoncés afin d'accueillir les futures relocalisations. Cette transformation du modèle d'investissement s'est toutefois traduite par une moindre intensité en termes d'emploi. Les projets automobiles ont généré 55 920 emplois en 2025, soit une baisse de près de 50 % par rapport à 2024, reflétant une automatisation croissante des capacités industrielles.

De fortes disparités territoriales persistent au Mexique en matière d'accès quotidien à l'eau potable. Selon la Commission nationale de l'eau (CONAGUA), la moyenne nationale atteignait 56,3 % en 2024, dissimulant toutefois d'importants écarts régionaux. Certains États du nord et du sud-est enregistrent des taux supérieurs à 80 % de population bénéficiant d'un approvisionnement quotidien, tandis que Puebla (20,7 %), Baja California Sur (17 %) ou Guerrero (16,5 %) demeurent confrontés à de fortes insuffisances. Ces déséquilibres traduisent des fragilités structurelles : sous-investissement dans les infrastructures hydrauliques, urbanisation rapide et disponibilité inégale des ressources. Le stress hydrique apparaît désormais comme un enjeu structurel majeur, susceptible d'affecter les dynamiques industrielles et, de fait, la compétitivité de plusieurs régions du pays. Le Nuevo Leon illustre les tensions croissantes liées au stress hydrique dans les régions industrielles bénéficiant du *nearshoring*. Face à ces contraintes, l'entreprise FINSA (Santa Catarina, Nuevo Leon) a annoncé un investissement d'environ 1,6 M USD dans un système de traitement et de réutilisation permettant de récupérer près de 520 m cube d'eau par jour. La compagnie ambitionne de devenir un modèle de gestion hydrique reproductible à l'échelle nationale.

Finances publiques

Les revenus tirés des exportations pétrolières ont atteint 1,2 Md USD en avril, permettant ainsi à l'entreprise nationale pétrolière Pemex de dépasser, pour le deuxième mois consécutif, le seuil du milliard de dollars. Il s'agit du niveau de revenus d'exportations pétrolières le plus élevé depuis mai 2025, principalement porté par la hausse des prix internationaux du brut, qui ont atteint leur plus haut niveau depuis juillet 2022. La hausse des prix du pétrole a permis d'augmenter significativement les revenus malgré la faible production de brut, qui s'est élevée à 1,651 million de barils quotidiens d'hydrocarbures liquides en avril, en légère hausse de 1,5 % par rapport au même mois de l'année précédente. Compte tenu de la stagnation de la production, Pemex n'a pas pu tirer davantage profit du contexte international pour accroître ses revenus pétroliers, les exportations restant inférieures aux objectifs officiels du ministère des Finances et du Crédit public qui table sur une moyenne de 521 mille barils par jour en 2026. Les ventes de pétrole brut vers l'Europe (43,4 % du total) ont dépassé celles destinées au continent américain (41,4 %). La production d'essence de Pemex a par ailleurs augmenté, atteignant 388,1 mille barils par jour en avril, ce qui représente une hausse annuelle de 12,7 %. La raffinerie de Tula, dans l'État d'Hidalgo, a été celle qui a le plus contribué à la production d'essence du Système national de raffinage (SNR), avec un total de 99,6 mille barils par jour (+30 % g.a.). Au cours du mois d'avril, Pemex a également augmenté sa production de diesel de 32 %, atteignant un total de 260 mille barils par jour, tandis que la production de carburant aérien (kérosène) s'est élevée à 45,6 mille barils par jour, un niveau pratiquement identique à celui observé en avril de l'année dernière.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	28/05/2026
Bourse (IPC)	1,64%	17,99%	70 021,35 points
Change MXN/USD	0,06%	-10,61%	17,33
Change MXN/EUR	0,35%	-7,77%	20,19
Prix du baril mexicain	-6,05%	68,35%	97,61

Amérique centrale

Belize

Le gouvernement bélizien veut faire du Port of Belize un moteur de croissance économique et touristique après sa reprise par l'État. Le Premier ministre John Briceño a assuré que plusieurs consultations avaient été menées avec les acteurs économiques avant le rachat du port, longtemps marqué par des difficultés financières sous gestion privée. Belize prévoit désormais de moderniser les infrastructures portuaires, développer les activités de fret et de croisière, et attirer de nouveaux investissements, alors que des discussions sont déjà en cours avec plusieurs grandes compagnies de croisière.

Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) maintient son taux directeur à 3,25 %, un niveau inchangé depuis six mois. Cette décision serait due en grande partie à l'incertitude internationale liée au conflit opposant les Etats-Unis et l'Iran. Selon la BCCR, la hausse des prix internationaux du pétrole et, plus largement, des matières premières, devrait progressivement se répercuter sur les prix domestiques à partir du mois de mai. Dans ce contexte, l'institution estime que l'inflation, actuellement inférieure à 2 %, devrait progressivement revenir dans l'intervalle cible d'ici la fin de l'année 2026. Le retour du phénomène climatique El Niño pourrait également accentuer les pressions inflationnistes sur les matières premières agricoles. Pour rappel, la BCCR n'a pas modifié son taux directeur depuis décembre 2025, date à laquelle elle l'avait diminué de 0,25 points de pourcentage.

Les exportations costariciennes se seraient élevées à 7,5 Md USD entre janvier et avril 2026, soit une hausse de 7 % g.a.. Selon l'agence de promotion du commerce extérieur PROCOMER, ces exportations seraient dominées par les dispositifs médicaux, qui représentent 3,4 Md USD soit 45 % du total des exportations. Le secteur agricole, autre pilier de l'appareil exportateur costaricien, aurait enregistré une progression de 12 % en g.a. pour atteindre 1,4 Md USD. De plus, les entreprises appartenant au régime définitif, c'est-à-dire celles n'appartenant pas au régime spécial des zones franches, auraient quant à elles exporté pour 2,4 Md USD, soit 32,6 % du total des exportations. La ministre du Commerce extérieur a souligné que les destinations des exportations costariciennes se seraient diversifiées. En effet, les exportations vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique centrale auraient augmenté respectivement de 50 %, 15 % et 9 %. A l'inverse, les exportations vers l'Amérique du Nord et les Caraïbes se seraient contractées de 1 % et 6 % respectivement.

El Salvador

L'impôt sur le revenu des personnes physiques a représenté 3,4 % du PIB du Salvador en 2023, l'un des niveaux les plus élevés d'Amérique latine selon la Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Le pays se classe au quatrième rang régional pour le poids de cet impôt dans l'économie, derrière la Jamaïque, l'Uruguay et le Mexique. Selon la CEPAL, cette performance reflète l'importance croissante de la fiscalité directe dans les recettes publiques salvadoriennes, alors que la moyenne régionale s'établit à 2 % du PIB.

Guatemala

Des experts alertent sur les risques que les nouvelles mesures migratoires et financières annoncées par Donald Trump pourraient faire peser sur les transferts de fonds vers le Guatemala, qui représentent près de 19 % du PIB du pays. Les autorités financières anticipent davantage de contrôles, de coûts et de procédures pour les envois depuis les États-Unis, tandis que plusieurs analystes appellent le gouvernement guatémaltèque à renforcer rapidement sa stratégie diplomatique auprès de Washington et à coordonner une réponse régionale avec les autres pays d'Amérique centrale afin d'éviter un basculement des *remesas* vers des circuits informels.

Le Guatemala a déjà déboursé plus de 390 M GTQ (environ 50 M USD) pour financer la subvention temporaire sur les carburants, mise en place début mai pour limiter l'impact de la hausse des prix internationaux. Selon le ministère de l'Énergie et des Mines, les paiements aux importateurs se poursuivent conformément au calendrier prévu et le dispositif doit rester en vigueur jusqu'à fin juillet. Les autorités indiquent toutefois qu'aucune prolongation n'est envisagée pour l'instant, alors que la baisse récente des prix des carburants pourrait réduire la pression sur le mécanisme de soutien.

Honduras

La dette extérieure publique du Honduras a atteint 10,8 Md USD au T1 2026, soit 26,5 % du PIB, selon la Banque centrale (BCH). Le service de la dette s'est élevé à 116,2 M USD sur la période, dont 67 M USD de remboursement du capital. Près de 70 % de l'endettement a été contracté auprès d'organismes multilatéraux. Malgré une hausse annuelle de 8,5 %, le stock de dette a légèrement reculé par rapport à fin 2025 grâce à des effets de change favorables.

Nicaragua

Malgré les discours optimistes du gouvernement, plusieurs données économiques clés du Nicaragua restent indisponibles ou non actualisées, alimentant les inquiétudes sur la transparence économique du pays. Des statistiques concernant les dépenses publiques, les *remesas*, la collecte fiscale, la construction privée ou encore la sécurité sociale ne sont plus publiées régulièrement. Les dernières données disponibles montrent toutefois une collecte fiscale de 16,8 Mds NIO (environ 421 M EUR) en janvier et un léger excédent opérationnel de la sécurité sociale. Le FMI a déjà appelé Managua à améliorer la qualité et la régularité de ses statistiques économiques.

Panama

Le projet de loi relatif à la « substance économique » a été approuvé par l'Assemblée nationale panaméenne le 27 mai et doit désormais être promulgué par l'exécutif. Cette réforme du Code fiscal vise à améliorer la position du Panama auprès des instances internationales et à favoriser sa sortie de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives lors de la prochaine évaluation prévue en octobre 2026. Le texte a été adopté à l'unanimité par les 70 députés présents (sur les 71 que compte l'Assemblée), sans opposition ni abstention. La réforme entend renforcer le contrôle des sociétés multinationales constituées ou domiciliées au Panama percevant des revenus passifs de source étrangère, afin de limiter le recours à des structures dépourvues d'activité économique réelle. Les entreprises concernées devront désormais démontrer une substance économique suffisante dans le pays, notamment à travers la présence de personnel qualifié, de bureaux, de dépenses opérationnelles et d'une direction effective exercée depuis le territoire panaméen. Le texte prévoirait toutefois des exemptions pour les secteurs maritime, bancaire et financier, piliers de l'économie panaméenne, en raison des dispositifs de régulation et de supervision spécifiques auxquels ils sont déjà soumis.

Ilya Espino de Marotta a été nommée nouvelle administratrice du Canal de Panama. Administratrice adjointe depuis 2019, elle s'est notamment distinguée par son implication dans les travaux d'élargissement du Canal achevés en 2016, ainsi que par son rôle dans le développement des projets de durabilité de l'infrastructure. Elle supervise notamment le projet de réservoir du Río Indio, estimé à 1,5 Md USD, destiné à répondre au stress hydrique qui affecte à la fois le fonctionnement du Canal et l'approvisionnement en eau du pays. La sécurité hydrique devrait ainsi constituer l'un des principaux axes de son mandat pour la période 2026-2033, aux côtés des tensions géopolitiques croissantes et de l'intensification de la concurrence entre les grandes routes commerciales mondiales.

Les différends commerciaux entre le Panama et le Costa Rica pourraient connaître un début d'apaisement à la suite d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays à New York. Depuis l'arrivée au pouvoir de la présidente costaricienne Laura Fernandez, les tensions, initialement centrées sur les exportations de produits agricoles, se seraient progressivement intensifiées. Ce contentieux, porté devant l'OMC en 2021, avait été tranché en faveur du Costa Rica trois ans plus tard. Le Panama avait toutefois fait appel de cette décision, gelant de facto la procédure en raison du blocage persistant de l'organe d'appel de l'OMC. Laura Fernandez s'était à plusieurs reprises exprimée sur le sujet, indiquant que son gouvernement engagerait des démarches diplomatiques ainsi que des recours internationaux. En réponse, le président

panaméen José Raúl Mulino avait annoncé la suspension des exportations panaméennes d'électricité vers le Costa Rica. Toutefois, la rencontre tenue le 26 mai à New York, en marge du débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations unies, aurait permis d'aboutir à l'élaboration d'une feuille de route technique et d'un agenda de travail commun portant sur le commerce, les douanes, la sécurité, l'immigration et la coopération internationale. Des commissions bilatérales devraient ainsi se réunir prochainement afin de poursuivre les discussions.

Caraïbes

Cuba

La société minière canadienne Sherritt International Corporation, qui avait suspendu ses opérations à Cuba à la suite des dernières sanctions américaines, a annoncé le 20 mai être en négociation en vue de la cession d'une participation majoritaire à une société liée à un ancien conseiller de Donald Trump. Dans un communiqué, Sherritt a indiqué être en discussions avancées avec le groupe américain Gillon Capital. Cette évolution intervient de manière inattendue, alors que l'entreprise avait annoncé le 8 mai la suspension de son projet de liquidation de ses actifs sur l'île. Si les négociations aboutissent, la société américaine pourrait devenir actionnaire majoritaire de Sherritt avec environ 55 % du capital. Le groupe canadien détient plusieurs actifs miniers à Moa, ainsi que des participations dans Energas S.A., coentreprise cubaine spécialisée dans le traitement du gaz naturel brut et la production d'électricité. Il est également présent dans des activités de forage pétrolier sur l'île. Gillon Capital appartient à la famille de Ray Washburne, ancien président de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), institution de financement du développement du gouvernement américain sous le premier mandat de Donald Trump (2017-2021).

Haïti

La destruction de capital humain en Haïti en 2025 et au T1 2026 se situerait entre 500 M USD et 2,0 Md USD, soit entre 2 % et 7 % du PIB. Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a enregistré 7 557 personnes tuées, 3 453 blessés et 6 742 personnes victimes de violences sexuelles sur la période. Des économistes ont mené un travail de chiffrage du coût de ces tragédies pour l'économie haïtienne en utilisant les méthodes du capital humain et de la valeur statistique d'une vie (VSL). Selon le scénario VSL central, la destruction de capital humain se situerait autour de 1,0 Md USD, soit environ 4 % du PIB, non loin de la valeur des recettes de l'Etat en 2025 (1,2 Md USD). Ces économistes appellent les institutions haïtiennes à mesurer à leur tour ce coût de la destruction du capital humain et de le prendre en compte dans les réponses à apporter à ces violences.

Jamaïque

La Banque de Jamaïque (BOJ) anticipe une accélération de l'inflation, qui pourrait dépasser temporairement la borne supérieure de sa cible de 6 % entre juin et septembre 2026. Cette hausse serait principalement alimentée par les tensions géopolitiques entre les États-Unis et l'Iran, via leurs répercussions sur les prix de l'énergie, dans un contexte déjà fragilisé par les conséquences économiques de

l'ouragan Melissa. En avril 2026, l'inflation demeurait toutefois contenue à 4,3 % g.a., au sein de la fourchette cible de la BOJ de 5 % (± 1 pp). Lors de sa dernière réunion, le comité de politique monétaire a voté à l'unanimité le maintien du taux directeur à 5,5 %, tout en indiquant qu'un resserrement monétaire restait envisageable en cas de matérialisation des pressions inflationnistes anticipées. Par ailleurs, la banque centrale estime que la combinaison des tensions géopolitiques, du retour du phénomène El Niño et des coûts de reconstruction liés à l'ouragan Melissa pourrait entraîner une contraction du PIB réel comprise entre 1 % et 2 % sur l'exercice budgétaire 2025/2026.

Les bénéficiaires de la Jamaica Public Service Company (JPS), principal et unique fournisseur d'électricité du pays, auraient été divisés par deux au T1 2026, sous l'effet des coûts élevés liés à la reconstruction du réseau après le passage de l'ouragan Melissa. Le bénéfice net de l'entreprise aurait reculé de 50 % g.a., passant de 12,8 M USD au T1 2025 à 6,4 M USD un an plus tard. Dans le même temps, son chiffre d'affaires aurait diminué de 9 % g.a., de 265,9 M USD à 240,4 M USD, en raison notamment du recul des ventes d'électricité alors que plusieurs municipalités demeurent partiellement privées d'accès au réseau. Parallèlement, la JPS a engagé un vaste programme de reconstruction de ses infrastructures, entraînant une hausse de 267 % en g.a. de ses dépenses d'investissement au T1 2026. Afin de soutenir les travaux de rétablissement du réseau électrique, le gouvernement jamaïcain s'est engagé à accorder à l'entreprise un prêt de 150 M USD.

République Dominicaine

Malgré le conflit au Moyen-Orient et une inflation qui devrait dépasser la cible fixée par la Banque centrale jusqu'en septembre, cette dernière n'entend pas modifier sa politique monétaire. La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) considère que le choc d'offre négatif à l'origine de la flambée des prix du pétrole devrait être temporaire et parie sur une stabilisation à moyen terme du transit dans le détroit d'Ormuz. En conséquence, elle projette que la facture énergétique du pays se situerait autour de 5,4 Md USD à la fin de l'année, soit 900 M USD de plus que celle initialement prévue début 2026. Ainsi, l'inflation devrait dépasser les 5,0 % g.a. jusqu'en septembre 2026 et ne se rapprocher des 4,0 % qu'à partir du T2 2027. Considérant les risques que fait peser cette augmentation des prix des hydrocarbures sur la croissance et le caractère jugé transitoire de cette crise, la BCRD a pris la décision de ne pas modifier sa politique monétaire et de maintenir son taux de politique monétaire (TPM) à 5,25 %. Cette volonté affichée de préserver la stabilité macroéconomique avec ce taux d'intérêt est dénoncée par certains économistes, qui considèrent que cette politique monétaire serait expansionniste. En effet, avec une inflation projetée à 4,6 % pour les douze

prochains mois, ils recommandent de fixer le TPM à 6,1 % minimum afin de contenir la hausse des prix.

Le taux de chômage s'est maintenu à 5,0 % au T1 2026, malgré une hausse de l'emploi de 118 631 personnes entre le T1 2025 et le T1 2026. Le nombre de personnes en emploi est ainsi passé de 5,12 millions à 5,24 millions sur la période considérée. Parmi les nouveaux emplois créés, 82,7 % auraient été générés dans le secteur informel, entraînant une progression du taux d'informalité de 53,4 % à 54,1 % sur un an. Ces créations d'emplois seraient également majoritairement occupées par des femmes, celles-ci représentant désormais 44 % de la population active en République dominicaine. Par ailleurs, la stabilité du taux de chômage, malgré une croissance économique limitée à 2,47 % sur la période - nettement inférieure à la moyenne d'environ 5 % observée ces dernières années - suggère une transmission relativement faible entre la croissance et la création d'emplois dans le pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

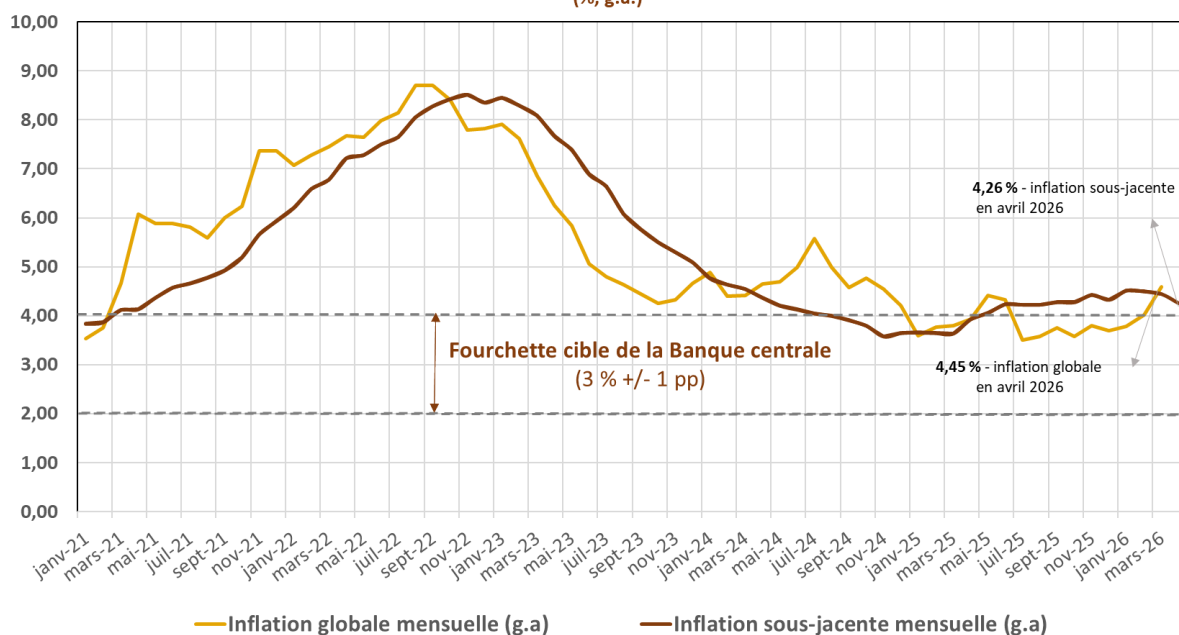
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)

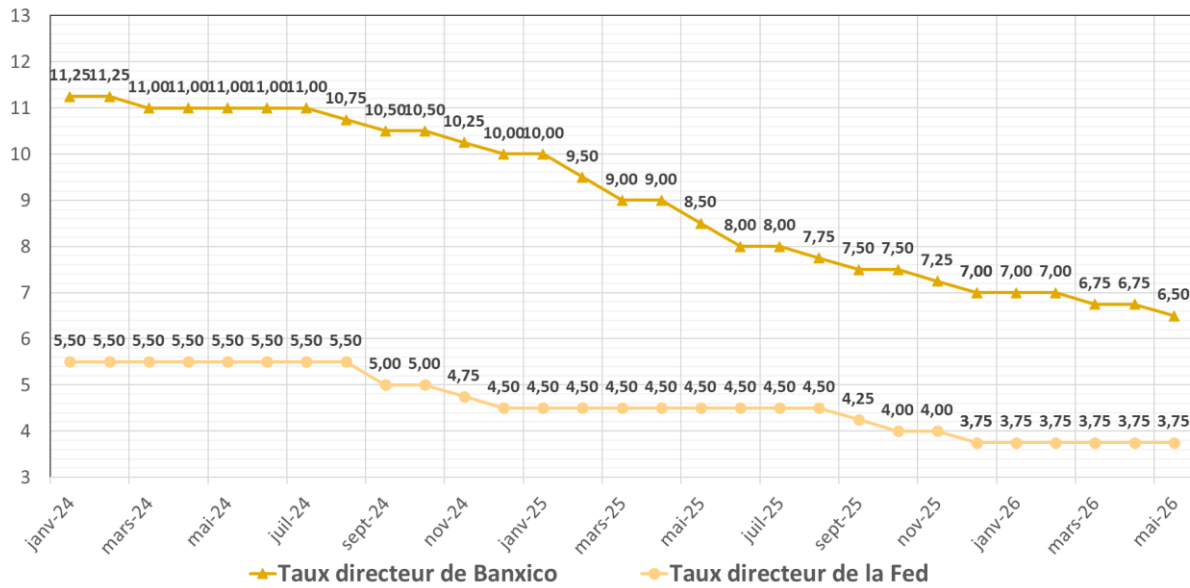


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

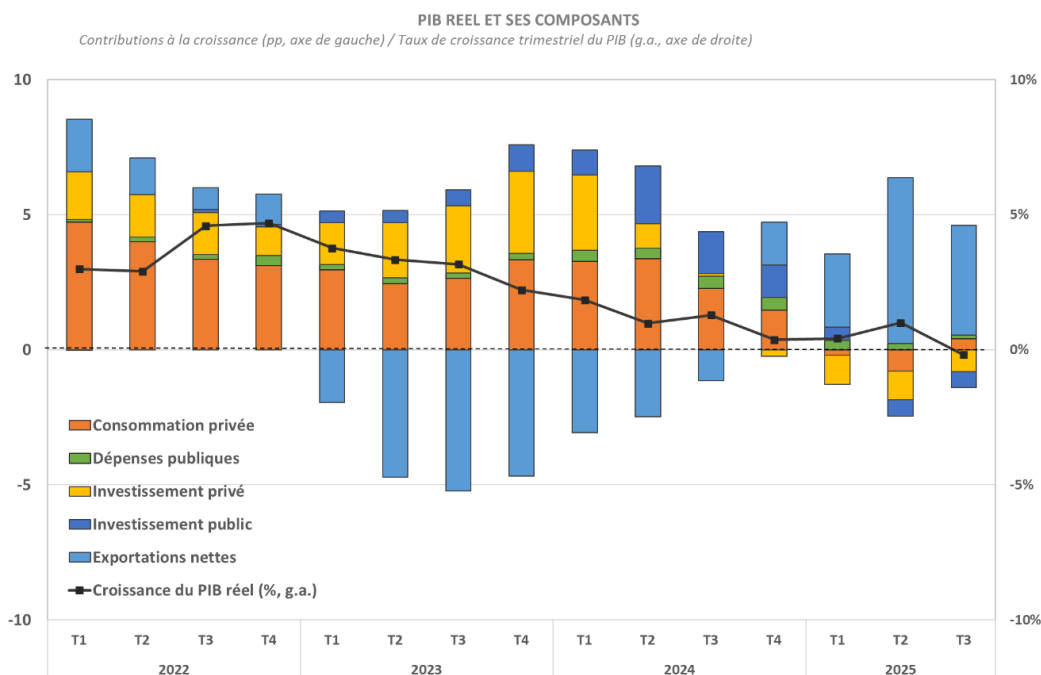


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

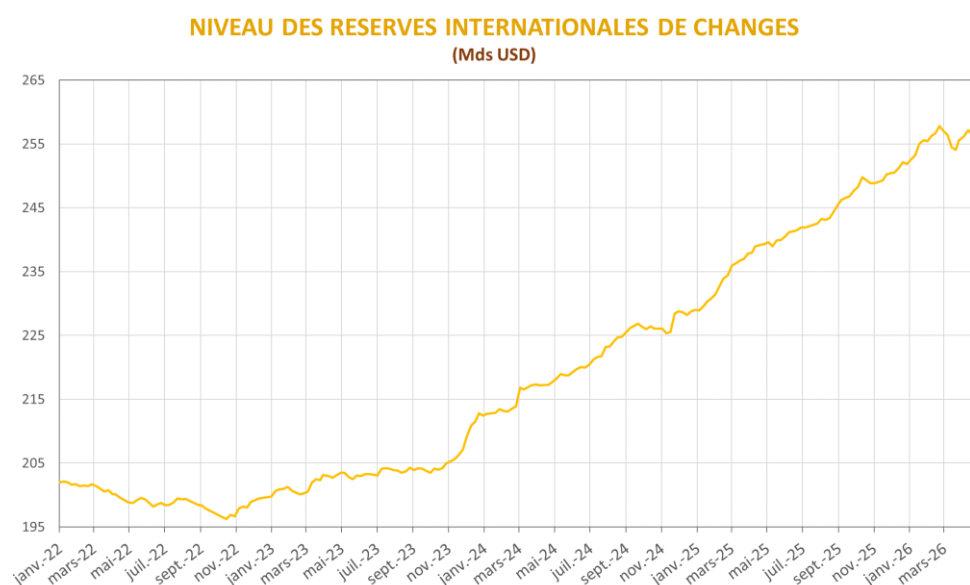
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr